
Apdom 5 – Essaimage DOM

Évaluation des expérimentations Jeunesse à La Réunion

Synthèse de l'étude - Novembre 2019



Équipe évaluatrice : Stéphanie MOREL, Sarah MAIRE et Louise FREULET, Le SocialLab

Introduction

Le décrochage scolaire et le chômage des jeunes constituent des enjeux particulièrement sensibles à La Réunion. Département d'outre-mer français depuis 1946, La Réunion fait face à plusieurs défis sociaux et économiques qui touchent, en premier lieu, les jeunes¹.

Comptant parmi les régions les plus jeunes de France, elle est aussi l'une des plus pauvres. Le fort taux d'illettrisme, qui dépasse les 12% chez les 18-29 ans, et le faible niveau général de qualification des jeunes font écho aux problématiques anciennes de décrochage scolaire et à l'état de fragilité sociale de la population dans son ensemble. Près de la moitié des enfants et adolescents réunionnais vivent avec un parent non diplômé, un taux supérieur à celui de la Guadeloupe ou de la Martinique². Ainsi, aujourd'hui encore, près d'un jeune réunionnais sur quatre ayant quitté le système scolaire ne possède que le niveau d'éducation primaire, contre 14% en métropole³.

Les difficultés d'insertion des jeunes sur l'île sont également importantes : le taux d'emploi des 15-24 ans est inférieur à celui des territoires métropolitains les plus précarisés. Aussi le taux d'emploi des jeunes bacheliers professionnels sept mois après leur diplôme figure-t-il parmi les plus bas au niveau national. La question de la mobilité, enfin, demeure l'objet de fortes appréhensions voire de résistances pour de nombreux jeunes et leurs familles⁴.

Sur le territoire réunionnais, le programme APDOM 5 « Essaimage DOM » - destiné à alimenter le volet territorial du Plan Jeunesse

Outre-mer adopté en septembre 2015 par les ministères de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, et de l'Outre-mer - soutient une dizaine de projets innovants.

A La Réunion, ce programme s'inscrit dans une configuration d'acteurs Jeunesse – État, collectivités, associations, acteurs du monde économique... – qui réfléchissent déjà depuis plusieurs années au renouvellement des politiques Jeunesse et à l'innovation éducative.

L'évaluation a porté sur un projet particulier : le projet « Continuum pédagogique Bac-3 Bac+3 et Esprit d'entreprendre » mis en œuvre par l'Université de La Réunion. Il s'agit d'une expérimentation qui vise à renforcer l'employabilité et les capacités entrepreneuriales d'étudiants en fragilité à l'université, et à valoriser leurs compétences via un Certificat universitaire dédié, le Diplôme universitaire nommé « DU Cré'acteur ».

Objectifs de l'évaluation :

- **Documenter, analyser et évaluer les effets** du projet « Continuum pédagogique Bac-3 Bac+3 et Esprit d'entreprendre » sur le développement des compétences psychosociales des jeunes et sur les parcours d'insertion.
- **Identifier les facteurs-clé d'impact**, qu'ils soient pédagogiques, organisationnels ou humains.
- **En tirer des enseignements** sur l'évolution des politiques Jeunesse, entre innovation et droit commun, sur le territoire et au-delà.

¹ Voir Morel S. et Maire S., « La jeunesse à La Réunion, une mise en prospective », *Informations sociales*, n°186, juin 2014.

² Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, *Géographie de l'école*, 2014.

³ Ministère du Travail/UE, *Programme national pour la mise en œuvre de l'initiative pour l'emploi des jeunes en métropole et outre-mer*, Rapport du 26/05/2014.

⁴ Labache L., « La mobilité des jeunes réunionnais », *Agora débats/jeunesses*, Presses de Sciences Po, n° 50, 2008.

Contexte et cadre d'analyse du projet

Le contexte européen promeut de nouveaux cadres politiques d'investissement social et d'activation des capacités individuelles. Le raisonnement tenu est que tous les jeunes, élèves et étudiants, peuvent développer des compétences sociales et transversales fondamentales, traditionnellement peu valorisées dans les *curricula* académiques. Ces compétences nourrissent tout à la fois leur développement personnel et professionnel, leur *entrepreneance*⁵ et leur employabilité.

La promotion de l'*esprit d'entreprendre* dans les parcours scolaires, académiques et professionnels apparaît faire l'objet d'un apparent consensus et d'une convergence entre une diversité d'acteurs – politiques, économiques et éducatifs – à l'échelle internationale et européenne. Elle donne lieu à l'émergence de nouvelles politiques dans l'enseignement supérieur dont l'objectif est d'*apprendre à entreprendre*. Ces nouveaux dispositifs promeuvent des méthodes dites *actives*, tout en se déclinant en des modalités pédagogiques spécifiques (méthode des cas, apprentissage par problème, pédagogie de projet...)⁶. Par ailleurs, l'éducation entrepreneuriale se développe comme champ scientifique, à la croisée des sciences de l'éducation et des sciences de gestion.

C'est dans ce contexte institutionnel et scientifique qu'a été analysé le projet porté par le pôle le Pôle de l'entrepreneuriat étudiant réunionnais (P2ER), représentant sur le territoire de la politique nationale des PEPITE. Le projet consiste à créer un *continuum* d'intervention du lycée à l'université pour les élèves issus de lycée professionnel. L'idée est de leur offrir un parcours d'enseignement adapté qui les accompagne dans le développement de leur projet professionnel et

dans l'acquisition de compétences transversales, notamment liées à l'entrepreneuriat⁷.

Expérimenté entre 2016 et 2019, ce dispositif a bénéficié à 574 étudiants issus de baccalauréats professionnels et inscrits en licence à l'université.

Démarche méthodologique :

L'évaluation a croisé plusieurs matériaux d'étude :

- **Des données qualitatives** : analyse documentaire, entretiens semi-directifs individuels avec une cinquantaine de jeunes et avec une vingtaine d'acteurs (équipes de l'Université, intervenants du DU, partenaires économiques), des *focus group* et des observations *in situ*.
- **Des données quantitatives** complémentaires : questionnaires auprès des première et seconde promotions d'étudiants (n=266).
- **Des suivi de parcours** avec une vingtaine de jeunes, sur plusieurs mois voire années après leur passage dans le dispositif.

Un protocole spécifique d'évaluation des compétences a été élaboré (définition scientifique & méthodologie d'évaluation). Il est restitué dans une contribution du SocialLab aux *Cahiers de l'Action* de l'INJEP.

LES 8 COMPÉTENCES ENTREPRENEURIALES ÉVALUÉES

-  La confiance en soi
-  La connaissance de soi
-  Les compétences communicationnelles
-  L'envie d'entreprendre
-  La créativité
-  La capacité à travailler en équipe
-  L'autonomie
-  La confiance en son avenir

⁵ Morel S. et Maire S., « L'entrepreneance à l'école primaire en France : reconfiguration des politiques éducatives et de leur évaluation. » *Formation emploi*, n°140, mars 2017.

⁶ Voir Fayolle, A. & Verzat, C., « Pédagogies actives et entrepreneuriat : quelle place dans nos enseignements ? », *Revue de l'Entrepreneuriat*, n°2, 2009.

⁷ Voir Chambard, O., « L'éducation des étudiants à l'esprit d'entreprendre : entre promotion d'une idéologie de l'entreprise et ouverture de perspectives émancipatrices », *Formation Emploi*, n°127, 2014.

Le DU Cré'acteur : un dispositif d'« entrepreneuriat de soi »

L'expérimentation « Continuum Bac + 3 Bac -3 et Esprit d'entreprendre » se place dans un contexte spécifique de politique publique, celui des Pôles de soutien à l'entrepreneuriat étudiant (PEPITE). A La Réunion, ce pôle créé en avril 2011 est dénommé Pôle de l'entrepreneuriat étudiant réunionnais (P2ER), porté par l'Université.

Deux parcours formatifs sanctionnés par des diplômes universitaires (DU) sont proposés au sein du P2ER : le premier, « Innov'acteur », est destiné à l'ensemble des étudiants de licence ou de master souhaitant développer un projet entrepreneurial. Le second, « Cré'acteur », concerné par le soutien d'APDOM 5, est l'expérimentation d'un parcours spécifiquement adapté aux profils des étudiants issus de baccalauréat professionnel. La problématique est ici moins le soutien à l'entrepreneuriat étudiant que la remobilisation de ces étudiants en risque de décrochage à l'université. Ainsi que formulée par la directrice du P2ER, l'idée est avant toute chose : « de leur donner envie de travailler sur leur projet pro' ».



Le P2ER engage ainsi une adaptation de la politique nationale des PEPITE, opérant un glissement de l'objectif d'entrepreneuriat *stricto sensu* à un objectif d'« entrepreneuriat de soi ». Le DU Cré'acteur consiste en une réinterprétation du

dispositif PEPITE – en termes de modalités pédagogiques mais aussi d'acteurs impliqués – à des fins de remobilisation et d'éveil à l'entrepreneuriat pour des étudiants en fragilité.

L'évaluation révèle qu'il concerne une pluralité de profils de jeunes bénéficiaires, se caractérisant tous par des fragilités sociales et scolaires plus ou moins prononcées qui les mettent en difficulté dans l'univers académique de l'université. Diversement attiré par l'entrepreneuriat, ils expriment en tous les cas le besoin de gagner en assurance pour envisager leur projection dans un projet d'avenir professionnel et personnel.

Un dispositif qui impacte positivement les vécus et les compétences des jeunes

L'évaluation montre que le dispositif est vécu positivement par les étudiants, comme un « sas » pour se recentrer sur soi et construire une capacité de résilience dans le parcours professionnel et personnel. Pour un certain nombre de jeunes, cette dynamique positive se nourrit également de l'éveil d'une appétence pour l'entrepreneuriat, les postures professionnelles et le système de valeurs associé (liberté, autonomie, responsabilité) qui se révèle pour ces jeunes particulièrement attractif.

Le dispositif s'avère efficace pour développer un lien au monde professionnel et les compétences sociales et transversales. Il permet en effet la prise de conscience, et dans une mesure variée, l'acquisition de compétences (connaissance de soi, confiance en soi et en son avenir, compétences communicationnelles, coopération et envie d'entreprendre) nécessaires pour initier une trajectoire entrepreneuriale mais aussi plus largement toute démarche d'insertion.

Il a également un impact positif sur les cheminements individuels, à la fois chez les jeunes possédant déjà un projet et un premier « bagage » de capacités, et, dans une moindre

mesure, chez les jeunes disposant de moins de ressources et aux aspirations moins formalisées.

Le croisement des observations menées, des entretiens et des questionnaires confirme que le dispositif permet aux jeunes de développer leurs compétences psychosociales, conformément aux objectifs visés par le P2ER. Ainsi, 60% des étudiants jugent l'impact du DU Cré'acteur très fort sur le développement de ces compétences.

REGARD QUANTIFIÉ SUR LES COMPÉTENCES DÉVELOPPÉES PAR LES ÉTUDIANTS

Le passage au sein du DU Cré'acteur a eu un impact visible sur plusieurs types de compétences :

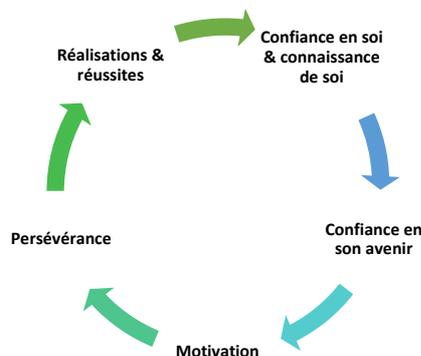
- > 8 étudiants sur 9 ont connu un « déclic motivationnel »,
- > 4 étudiants sur 5 ont pu mieux comprendre l'entrepreneuriat,
- > Environ 70% des étudiants ont pris confiance en eux, en leur avenir, et ont pu apprendre à mieux se connaître,
- > Environ 3 étudiants sur 5 :
 - Ont développé des compétences communicationnelles (parler en public, se présenter...),
 - Ont eu davantage envie d'entreprendre,
 - Sont devenus plus autonomes dans leur recherche professionnelle,
 - Sont devenus plus créatifs.
- > 1 étudiant sur 2 sait davantage travailler en équipe, et est devenu plus sérieux et tenace
- > 45% des étudiants ont pu développer leur projet personnel ou professionnel
- > 30% des étudiants ont appris à mieux gérer leur stress

Source : Questionnaires auto-évaluatif à destination des promotions 2016-2017 et 2017-2018 (n=146 répondants).

L'acquisition des compétences sociales et transversales est un processus continu et circulaire, les acquisitions de certaines renforçant celle des autres, comme le mettent en évidence les travaux récemment menés en psychologie positive et cognitive. L'étude menée confirme cette dynamique fréquemment décrite par les étudiants et les intervenants comme un « cercle vertueux » d'activation des compétences et de construction du projet.

Dans le cas précis du programme proposé par le P2ER, le gain de confiance en soi, couplé à une meilleure connaissance de soi, nourrit un sentiment de confiance vis-à-vis de son avenir. D'une manière tendancielle, cela influe sur la

motivation du jeune à s'engager dans un projet et à y persévérer. La quasi-totalité des étudiants de la seconde promotion estime ainsi avoir connu un « déclic motivationnel » au cours du dispositif.



Plusieurs freins limitent néanmoins l'impact sur le parcours et la réalisation des aspirations à court terme. Ces freins sont à la fois de nature objective (manque de ressources financières, faible mobilité, contraintes familiales, difficultés à accéder aux parcours de formation-emploi, déficit de compétences techniques...), intersubjective (accueil du projet par les proches, absence d'une personne référente...) et subjective (faible sentiment de compétence, difficulté à se projeter dans des objectifs ambitieux de long terme, difficulté à élaborer une stratégie pour y parvenir, à soutenir l'effort...). Certaines limites sont inhérentes à la formation elle-même. En particulier, la philosophie « capacitante » et aspirationnelle est efficace pour remobiliser les jeunes remotivés mais en laisse beaucoup insuffisamment équipés pour mener concrètement à bien leurs projets.

En l'absence d'accompagnement personnalisé pendant et après le dispositif, les étudiants demeurent relativement seuls pour donner une orientation précise à leur projet. S'il est une « brique » précieuse des parcours, et un élément jouant positivement sur les vécus, le DU Cré'acteur appelle donc à d'autres formes d'accompagnement et de suivi pour aider ces jeunes à élaborer une réelle stratégie de parcours vers l'insertion sociale et professionnelle.

Une proposition pédagogique originale

Les impacts observés apparaissent fortement liés à une double spécificité du P2ER. La première concerne ses modalités pédagogiques, axées sur l'entrepreneuriat comme moyen de « s'entreprendre ». On observe dans le dispositif la mobilisation de pédagogies aspirationnelles, positives et actives, qui sont particulièrement pertinentes au regard du profil des étudiants ciblés. Qu'il s'agisse des ateliers thématiques, des travaux en groupe sur des projets entrepreneuriaux fictifs ou des événements conviviaux permettant la rencontre avec des chefs d'entreprise et entrepreneurs locaux, tous concourent au développement des compétences et à la capacité de projection et d'engagement chez les jeunes.



La seconde concerne le fort engagement humain observé chez l'ensemble des acteurs et partenaires (intervenants du DU, partenaires économiques, etc.) impliqués. Ceux-ci forment un écosystème entrepreneurial soutenant pour ces jeunes et jouent un précieux rôle de « médiateur » ouvrant l'accès au monde de

l'emploi. Leurs profils et leur fort engagement personnel dans la formation sont déterminants dans l'impact qu'a le dispositif sur les étudiants et leurs compétences. Les caractéristiques propres de ces intervenants et leur parcours, parfois similaire à ceux des jeunes accompagnés, leur permettent en effet d'incarner les postures attendues et de mobiliser différentes pédagogies de manière ajustée aux besoins des jeunes.

Cette stratégie de « *role model* » proposée par le P2ER invite ainsi à ne pas restreindre ce dispositif à une proposition formative, et à prendre en compte la dimension identitaire du cheminement attendu de l'apprenant vers l'acte d'entreprendre – un projet, ou plus globalement, sa vie.

Au-delà des intervenants et à la maquette pédagogique bien spécifique qui est proposée, les impacts tiennent aussi à la capacité du P2ER à rassembler autour du dispositif un écosystème d'acteurs qui témoigne soutien, confiance et bienveillance aux étudiants lors d'événements de découverte du monde économique local. Partageant une vision positive de la jeunesse, ils la projettent dans différents univers, ce qui permet aux étudiants de s'intégrer progressivement dans des sphères jusque-là jugées peu accessibles.

*

Au total, l'expérimentation constitue une réinterprétation originale et particulièrement pertinente de la politique nationale de soutien à l'entrepreneuriat étudiant (PEPITE), puisqu'elle remobilise ce dispositif à destination des étudiants les plus en difficultés. Ses objectifs d'impact sur les *soft skills* des étudiants apparaissent particulièrement intéressants pour favoriser leur « mise en projet », première étape sur le chemin de l'employabilité⁸, qui demeure une question cruciale à La Réunion.

⁸ Maire S., « Compétences transversales, soft skills... Comment définir et valoriser ces compétences dans une

logique d'employabilité ? », Conférence introductive, 3ème édition des journées Europass, ERASMUS+, 09/2019.

En conclusion

A La Réunion, l'éducation et la jeunesse sont des thèmes fortement investis par une pluralité d'acteurs, qu'ils soient institutionnels, associatifs, ou issus du monde économique. Depuis quelques années, l'interconnaissance de ces acteurs issus de « mondes » différents émerge et se construit, stimulée par plusieurs démarches de convergence initiées depuis 2013 : démarche de prospective Jeunesse 2040 impulsée par la Préfecture, Rencontres de la jeunesse puis Fabrique Jeunesse dans les années suivantes...

L'existence depuis 2016 d'un vaste projet d'ampleur régionale lauréat du PIA Jeunesse, permet en outre l'émergence d'une gouvernance structurée et participative à l'échelle de l'île. Les acteurs économiques du territoire y sont particulièrement investis, et un certain nombre d'entreprises locales s'organisent aujourd'hui pour structurer à l'échelle de l'île une action « Jeunesse » sous l'égide d'une fondation dédiée.

Enfin, les actuelles stratégies de soutien à l'emploi des jeunes qui sont impulsées au niveau national, notamment dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences (PIC), s'implantent progressivement sur le territoire, important de nouvelles ressources et orientations stratégiques.

La dynamique réunionnaise constitue ainsi un cas riche d'enseignements pour penser les politiques nationales de jeunesse à l'avenir. Elle met en jeu une double question : celle de l'articulation des politiques d'innovation et des politiques de droit commun sur un territoire, et celle de la collaboration entre acteurs publics et acteurs privés en faveur de la jeunesse. L'exemple réunionnais montre enfin l'importance d'une conception partagée de la « question Jeunesse » comme la construction d'un *parcours*, de la scolarité à l'insertion sociale et professionnelle, autour du développement d'une diversité de compétences, notamment transversales et sociales, utiles tout au long de la vie.

Références bibliographiques :

- Chambard, O. (2014), « L'éducation des étudiants à l'esprit d'entreprendre : entre promotion d'une idéologie de l'entreprise et ouverture de perspectives émancipatrices », *Formation Emploi*, n°127.
- Fayolle, A. & Verzat, C., « Pédagogies actives et entrepreneuriat : quelle place dans nos enseignements ? », *Revue de l'Entrepreneuriat*, n°2, 2009.
- Maire S., « S'entreprendre à La Réunion : enseignements ultramarins de la politique nationale des PEPITE. Pratiques pédagogiques, partenariales et évaluatives », communication lors de la Conférence Internationale de recherche « L'Éducation en entrepreneuriat », Roanne, mars 2019.
- Morel S., « Les politiques éducatives locales à l'épreuve de l'innovation », contribution à l'ouvrage collectif sous la direction de Choukri Ben Ayed et Maryan Lemoine, Presses universitaires de Limoges (à paraître en 2020).
- OCDE (2015). *Skills for Social Progress: The Power of Social and Emotional Skills*. OECD Skills Studies.
- Surlemont, B., et Kearney, P. (2009). *Pédagogie et esprit d'entreprendre*, De Boeck.
- Verzat C. (2011). « Esprit d'entreprendre, es-tu là ? » Mais de quoi parle-t-on ? *Entreprendre & Innover* n° 11-12.
- Wolff E. et Watin M. (dir.) (2010). *La Réunion, une société en mutation*. Paris: Economica.

LES AUTEURES DE L'ÉTUDE



Stéphanie MOREL, Directrice de mission
Docteure en Science politique
Présidente du SocialLab



Sarah MAIRE, Directrice d'études
Docteure en sociologie
Diplômée de Sciences Po Paris



Louise FREULET, Chargée d'études
Diplômée de Sciences Po Paris



01.
Évaluer



03.
Innover



02.
Valoriser

